

## Marché au pas Entretien avec Yvon Lachance

Pierre Lefebvre

---

Volume 48, Number 1 (271), February 2006

Montréal : capitale mondiale du livre?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60752ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this document

Lefebvre, P. (2006). Marché au pas : entretien avec Yvon Lachance. *Liberté*, 48(1), 62–72.

## **Marché au pas**

Entretien avec **Yvon Lachance**

**Pierre Lefebvre**

**Pierre Lefebvre** — Pour commencer, comme c'est là la question qui nous a incité à préparer ce numéro, Montréal mérite-t-elle le titre de *capitale mondiale du livre* ?

**Yvon Lachance** — Il faudrait peut-être d'abord se demander pourquoi une ville, et pas une autre, se trouve choisie par l'Unesco pour être une capitale mondiale du livre ? Quels sont les critères qui permettent à une ville d'obtenir ce statut, selon eux ? Personnellement, je n'ai pas de réponse. Est-ce un choix incitatif ? C'est-à-dire désigne-t-on une ville qui n'est en rien une capitale mondiale du livre afin qu'elle puisse éventuellement le devenir ? Ou la choisie-t-on au contraire pour reconnaître de façon effective le rôle qu'elle joue au niveau mondial dans ce domaine ?

Dans le cas de Montréal, j'aurais tendance à croire que ma première proposition est la plus juste. Lorsqu'on voit le sous-financement des bibliothèques publiques, l'état des habitudes de lecture, la situation précaire des librairies indépendantes ou encore la façon dont on traite la chose écrite dans les médias, il est plutôt malaisé de clamer que Montréal est une capitale mondiale du livre. Mais si cette nomination se veut une mesure incitative, si l'on désire que, avec son aide, Montréal devienne réellement une capitale mondiale du livre, je trouve la chose très intéressante.

**PL** — Mais a-t-on vu une volonté politique allant en ce sens depuis la nomination ?

**YL** — Malheureusement, non. La seule chose qui nous tient lieu de politique du livre au Québec est la loi du marché. On regarde

tout bonnement de quelle manière se développe ce dernier et on tente par la suite de ne pas trop lui mettre de bâtons dans les roues. Nous n'avons aucune politique qui encadrerait les diverses opérations du milieu et qui pourrait nous donner une idée de ce que l'on souhaiterait que le milieu du livre devienne. Or, nous nous devons de réfléchir à chacun des maillons de la chaîne du livre et de faire cette réflexion dans l'optique de se donner une politique du livre et de la lecture. Il y a en ce moment un travail important qui est fait dans le cadre de la table de concertation interprofessionnelle et sur laquelle siège des représentants des différentes associations du milieu du livre. Il manque toutefois à cette table le temps et les moyens pour donner plus d'ampleur à cette réflexion.

**PL** — Montréal dans ce cas-là ne serait-il pas plutôt « capital du livre », puisque l'unique préoccupation commune de tous ces gens semble le marché ?

**YL** — J'ai l'impression qu'on ne cherche à faire, avec cette nomination, qu'une simple opération médiatique. On désire attirer l'attention sur Montréal de toutes les façons possibles et cela aurait très bien pu être « Montréal, capitale de la chaussure » ou encore « Montréal, capitale de la natation ». Cela m'ennuie d'autant plus que je ne vois pas de désir de mettre en place, dans le cadre de cet événement, des structures permanentes qui nous permettraient de faire face à nos problèmes. Quelles sont les opérations qui ont lieu en ce moment et qui nous permettraient de jeter les bases d'un processus visant à faire de Montréal une capitale mondiale du livre ? Je n'en vois aucune. De plus, depuis cette nomination, je n'ai entendu personne expliquer ce que pourrait être une capitale mondiale du livre. Personne ne s'est encore levé pour affirmer : une capitale mondiale du livre, ce devrait être ceci ou cela. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faudrait plus de livres dans les bibliothèques. Mais encore ? Que cherche-t-on à faire ici ? Fêter la littérature ? Mais quelle littérature ? Alexandre Jardin

ou James Joyce? Et fêter comment? Fêter où? Qu'est-ce que ça veut dire, fêter? C'est là un problème récurant. On lance des opérations de marketing sans jamais prendre la peine de définir ce que l'on cherche à atteindre par celles-ci. Alors il y a de l'argent qui coule, on invite les gens à soumettre des projets et, comme le nombre de personnes qui leur donnent le feu vert est restreint, ces projets finissent tous plus ou moins par se ressembler. Le véritable travail de fond n'est par contre jamais fait.

Pour faire de cet événement quelque chose de pertinent, il aurait d'abord fallu se demander ce qu'est une capitale mondiale du livre. Qu'est-ce qu'on voudrait que cela soit? En quoi cette capitale est-elle mondiale? Que cherche-t-on à faire? De l'alphabétisation? Encourager la lecture dans les quartiers défavorisés? Encourager les gens à fréquenter les librairies, les bibliothèques? Revendiquer pour le livre une place centrale comme support de la pensée?

**PL** — J'ai l'impression que l'on s'entend à la limite sur la notion de capitale, mais pas sur la notion de livre.

**YL** — C'est intéressant ce que vous avancez. Dans l'expression « capitale mondiale du livre », j'entends d'abord le désir d'attirer le regard des autres sur soi. C'est tout. Et sans savoir ce que ce « soi » est, ou doit être. Depuis cette nomination, parle-t-on plus du livre? Est-ce que les gens lisent plus? Y-a-t-il un engouement soudain pour le livre? On profitera sans doute de cette nomination pour faire des événements lors des salons du livre, mais cela changera-t-il foncièrement la nature de ces salons? J'ai peur que non.

C'est d'autant plus dramatique que, en matière de livre, les besoins sont en ce moment criants. Par exemple, il est primordial que la lecture soit revalorisée dans notre société. Il faut redonner au livre, mais surtout à la culture dont est porteuse le livre, une place prépondérante dans l'espace public. Ceci dit, il y a divers moyens d'y arriver, mais on pourrait d'abord tout simplement

penser à une présence accrue du livre dans les médias, mais une présence qui soit sérieuse, à mille lieues des insignifiances qu'on nous sert en ce moment, et puis aussi à garnir de façon décente les bibliothèques scolaires et publiques. Bien sûr, il y a en ce moment la Grande Bibliothèque, qui témoigne d'une véritable volonté politique, mais celle-ci ne fait que rattraper, somme toute, le retard que nous avons accumulé dans ce domaine. On ne fait avec ce projet, plus que louable, que colmater les brèches. Il faudrait également s'assurer que la diversité de la création soit protégée. Je crois qu'il est encore temps d'agir sur cette question, mais cela presse. Si l'on attend encore, il sera bien vite trop tard. Cela exige qu'il faille protéger la diversité et l'indépendance des éditeurs, s'assurer qu'ils puissent faire de bons et de beaux livres, et s'assurer que ces livres se retrouvent dans des librairies offrant un choix varié. Les deux grandes chaînes de librairies ont beau vanter le nombre de leurs succursales, ces succursales présentent toutes la même chose. Or, en matière de culture, la diversité est fondamentale. Mais, en ce moment, on ne s'en préoccupe pas. Il faut par ailleurs protéger la diversité de l'information et, bien sûr, la diversité des sources d'information sur le livre dans les différents médias. Il n'y a pas à proprement parler d'émissions littéraires à la télé ou à la radio. J'entends ici des émissions où l'on va au-delà de la promotion et où l'on se penche sur les œuvres. Il y a aussi bien peu d'espace qui y sont consacré dans les journaux. Quant aux revues, on sait que leur situation économique ne leur permet pas de faire tout ce qu'elles voudraient. Et partout, donc, ce qu'on est en train de faire, c'est de créer la rareté du discours sur le livre en proclamant pourtant haut et fort qu'on ne cesse de faire mieux.

**PL** — J'ai l'impression, à tort peut-être, que l'on justifie essentiellement la santé du livre par les chiffres. On aime bien dire que l'on a publié tant de romans, tant de recueils de nouvelles et de poésie, qu'il y a tant de succursales de telle chaîne, tant de salons du livre à travers la province, etc., mais la quantité est-elle véritablement un signe de santé ?

**YL** — Il y a un débat que personne n'ose mener sur la nature de ce qui se fait. D'avouer, par exemple, que tout ne se vaut pas. Qu'il y a, effectivement, des livres ou des éditeurs ou des événements meilleurs que d'autres, et ce constat, personne ne souhaite le faire. On peut bien publier dix fois plus de livres, mais si l'on publie dix fois plus de livres qui se ressemblent de plus en plus, cela n'a aucun intérêt. Il est à mon avis catastrophique que personne dans ce milieu n'ose dire : ce livre-là est intéressant et ces cinq autres-là ne le sont pas. Ceci dit, votre question sous-entend aussi la notion de la surproduction, que l'on évoque plus ou moins périodiquement dans le domaine du livre, sans toutefois jamais oser aller tout au fond du sujet. Beaucoup de gens se demandent, en effet, pourquoi les éditeurs publient de plus en plus de titres et la raison la plus courante que l'on évoque est que les ventes moyennes par titre ont baissé. Pour compenser cette diminution, on publie simplement plus de titres. Ainsi, si on passe de 400 000 à 200 000 exemplaire vendus pour un titre, en publiant plus de titres, on arrive à compenser les 200 000 manquants. Il s'agirait donc d'une pratique visant à colmater les pertes. Par contre, l'effet pervers de la chose est que, sur les tables des libraires, comme on reçoit de plus en plus de titres, ces nouveautés sont évacuées de plus en plus rapidement. Le passage d'un livre en librairie devient ainsi extrêmement court. Comme par-dessus le marché les journaux parlent de moins en moins des livres, et dès lors en parlent de plus en plus tard par rapport à leur présence en librairie, lorsqu'un article paraît, le titre en question n'est déjà plus sur les tablettes. L'espace n'étant pas extensible, il faut bien faire de la place aux nouveaux titres qui ne cessent d'arriver. Comme en plus un véritable culte de la nouveauté, si ce n'est une obsession, s'est instauré dans le milieu du livre, on a laissé croire — et le milieu lui-même a fini par le croire — que le seul livre intéressant était le livre nouveau. Du coup, le livre moins récent perd immédiatement de son intérêt. C'est une perversion du discours moderne : ce qui est récent est nécessairement aussi formidable qu'important. C'est là des propos qu'on entend constamment dans le milieu du livre.

**PL** — Ce serait donc cette conception *moderne* des choses qui expliquerait la disparition du fonds dans la plupart des librairies ?

**YL** — Absolument. Le fonds est une chose qui ne les intéresse pas parce que c'est *ancien*.

**PL** — Paradoxalement, pourtant, le fonds n'apparaît-il pas aujourd'hui comme le véritable lieu de la découverte et de la nouveauté, en ce sens qu'on a souvent l'impression d'avoir plus de chances d'y découvrir quelque chose de nouveau, d'inédit, que sur la table des nouveautés ?

**YL** — Oui, vous avez raison. Le fonds est devenu le véritable lieu de la diversité, de la nouveauté, le lieu où tous les risques sont pris, car c'est là que l'on préserve les risques que l'on a pris auparavant. C'est donc le lieu de l'héritage et, comme on a un héritage incroyable, le fonds nous permet de nous y replonger. Malheureusement, l'accès à cet héritage est devenu de plus en plus difficile parce que le fonds pour une librairie coûte cher. Il ne rapporte pas rapidement. Il demande du temps, de la connaissance et du travail, et, comme ces valeurs ne sont pas aujourd'hui à la mode, il a tendance à disparaître de la plupart des librairies.

On se retrouve dans un drôle de paradoxe, parce que, d'une part, nous sommes les héritiers d'un fonds exceptionnel et, d'autre part, on publie comme on n'a jamais publié auparavant. On se coupe ainsi de plus en plus de cet héritage pour des raisons strictement commerciales. Il n'y a pas d'autres raisons expliquant la disparition du fonds que commerciales. Un livre dont on ne vend qu'un exemplaire par année et qui n'intéresse qu'une dizaine de personnes à Montréal est un livre qui n'a pas de viabilité financière, donc on le fait disparaître. Ainsi, préserver un fonds est une décision coûteuse, risquée, qui va à l'encontre des tendances du milieu du livre. Cela rend le travail plus difficile, mais c'est pourtant ce qui reste le plus intéressant. C'est là l'intérêt du travail de

libraire : maintenir un équilibre entre les nouveautés et le fonds que l'on veut soutenir. C'est là un exercice traditionnel, mais je ne crois pas que l'on ait trouvé quoi que ce soit de mieux que ce partage où les nouveautés comme Marie Laberge et Dan Brown nous permettent de maintenir sur nos tablettes Miron et Faulkner. Le problème aujourd'hui, c'est que la plupart des librairies ont choisi de rompre cet équilibre en ne vendant plus que des nouveautés, et même, que des nouveautés rapidement rentables.

Chose intéressante, on affirmait il n'y pas si longtemps : une partie de la culture est rentable et va aider à soutenir la culture qui ne l'est pas, ou qui l'est moins. Mais aujourd'hui, on a fait disparaître la deuxième partie de cette phrase. C'est donc devenu : une partie de la culture est rentable. À la limite, on ajoute même : le reste ne nous intéresse pas. Ce qui m'inquiète, c'est que je n'arrive pas à voir de quelle manière, au cours des prochaines années, on pourrait renverser la vapeur. Il n'y a aucune volonté non seulement de le faire, mais même d'y réfléchir. Pour revenir à la question de la surproduction, j'aimerais ajouter qu'il y a un malaise beaucoup plus profond que la baisse du chiffre de ventes par titre. Je crois que tout le monde dans le domaine du livre est quelque peu dépassé par ce phénomène de la surproduction. Auparavant, un éditeur publiait un titre parce qu'il le jugeait bon, important, essentiel, etc. Mais aujourd'hui, de plus en plus, les éditeurs cherchent à cibler un public. On publie un livre d'abord et avant tout pour se trouver une niche. Le problème, c'est que ce fameux marché s'est fragmenté depuis environ vingt ans parce que les endroits où les lecteurs vont s'abreuver se sont eux-mêmes multipliés. On se retrouve avec des éditeurs voulant cibler un marché qui s'est fractionné, de sorte que chaque éditeur fait finalement face à une série de cibles mouvantes. J'ai l'impression que ce mal est celui de l'ensemble du milieu du livre ; ce mal, c'est d'avoir défini, d'une part, le lecteur comme clientèle et comme marché, et, d'autre part, de ne pas avoir compris que ce marché est devenu aussi mouvant que fragmenté, éclaté. La tâche des éditeurs devient du coup pratiquement impossible.

**PL** — Je me trompe peut-être, mais j'ai de plus l'impression que les institutions qui subventionnent l'édition encouragent cette pratique. Les éditeurs sont en partie subventionnés au nombre de titres qu'ils publient chaque année, mais la nature de ce qu'ils publient n'est jamais questionnée par ceux qui subventionnent.

**YL** — Je ne connais pas très bien les critères d'obtention des subventions à l'édition, mais j'ai toujours l'impression, à voir ce qui se publie, qu'il n'y a aucune direction éditoriale digne de ce nom. J'ai le sentiment que, pour la plupart des éditeurs, affirmer seulement qu'il existe une culture québécoise suffit à la rendre tangible. Tenter de définir ce qui est ou pourrait être intéressant, enrichissant, stimulant ou au contraire catastrophique pour cette culture ne semble pas les intéresser. J'ai l'impression que ce qui distingue désormais un éditeur d'un autre n'est plus sa vision de la littérature ou de la culture en général, mais bien uniquement de la discipline qu'il privilégie. Il y a des éditeurs de livres pratiques, des éditeurs de poésie, des éditeurs de romans grand public ou de romans moins grand public, etc. La ligne éditoriale se limite au caractère disciplinaire qu'ils ont choisi d'exploiter. Mais faire des livres pratiques, ce n'est pas une ligne éditoriale, c'est un créneau. On peut très bien avoir une ligne éditoriale pour du livre pratique, mais on se refuse à le faire.

**PL** — En terminant, puisque votre rôle de libraire vous place pour ainsi dire aux premières loges, j'aimerais avoir vos impressions sur le rachat de Sogides par Quebecor.

**YL** — Ce rachat est un événement extrêmement important qui fait peser sur le milieu du livre un risque énorme. Cela m'inquiète d'autant plus qu'on en parle très peu. En comparaison de la gravité de ce risque, la réaction m'apparaît très faible. Je vais dire ici des choses que l'on sait, mais qu'il faut sans cesse répéter pour qu'elles soient entendues : Quebecor est une compagnie cotée à la bourse et dont on exige une énorme rentabilité à tous les niveaux

d'opérations. Mais la rentabilité, on en connaît les conséquences dans le monde de la culture. On va promouvoir les livres — ou plutôt les produits parce que, à ce niveau, je ne sais plus s'il faut effectivement parler de livre — susceptibles de remporter des succès commerciaux en laissant tomber les autres. Et il n'y a pas de contre-exemple de cette tendance en ce moment dans le monde. L'exemple de l'édition américaine est assez éloquent. Dans les pays européens où de tels rachats se sont effectués, on a assisté à la même tendance. Je ne vois pas pourquoi cela se passerait différemment ici. Le rachat de Sogides va donner une impulsion énorme à ce mouvement, sans parler des problèmes liés à la concentration verticale, à la possibilité pour ces entreprises de contrôler tous les niveaux de la chaîne. On pourra toujours nous dire que, au total, la vente de livres a augmenté, ce qu'on ne nous dira jamais, c'est que la diversité, la complexité, la richesse, elles, ont diminué. D'ailleurs, on n'entend jamais parler de ces questions. Ce qu'on répète, c'est que ça va bien parce qu'on publie plus. Mais que publie-t-on ? Il y en a plus, oui, mais plus de quoi ? Et le pire, c'est que, lorsqu'on pose ces questions à certains éditeurs, ils ne savent que répondre, parce que ce « quoi » ne fait absolument pas partie de leurs préoccupations. Ce rachat m'apparaît comme un véritable tournant dans le monde du livre au Québec. On s'y préparait depuis une dizaine d'années mais, là, on se rapproche à toute vitesse de ce qui fait rage dans les pays anglo-saxons. Évidemment, chaque fois que ces gens-là rachètent des entreprises, ils tiennent le même discours : ils répètent qu'ils ne vont rien changer, qu'ils vont respecter la nature et les pratiques de ce qu'ils viennent d'acquérir, etc., et chaque fois, pourtant, ils font le contraire.

Pour résumer, on se retrouve avec des entreprises dont les exigences en matière de rentabilité n'ont aucune commune mesure avec ce que l'on peut attendre du livre. Si on veut implanter ce type de rendement dans le domaine, on tue ce que le livre est capable de donner. D'ailleurs, la question que je me pose toujours, c'est pourquoi ces gens-là, qui pourraient aller investir

dans des secteurs où la rentabilité est beaucoup plus importante, choisissent-ils tout de même le livre ? Pourquoi s'intéressent-ils au livre ? Je n'ai pas de réponse. Va-t-on chercher là un capital symbolique qui fait défaut ? Une crédibilité qu'on n'a pas ? Une image redorée ? Ou est-ce pour des raisons de lubies personnelles, parce que cela les intéresse vraiment, ce qui serait toujours possible ? On peut très bien s'intéresser à une chose que l'on fait mourir... on a déjà vu cela.

**PL** — La librairie indépendante serait-elle le dernier bastion de résistance devant cette lame de fond ?

**YL** — La librairie indépendante va certainement être amenée à devenir un lieu de résistance. Enfin, les librairies indépendantes qui choisiront de ne pas ressembler au modèle qu'on leur impose. D'autres vont décider d'entrer en résistance et de faire ce métier de manière différente. Pas comme on pouvait le faire auparavant, parce que c'est terminé, mais tout de même autrement. Je déteste cette image que les chaînes ne cessent de nous renvoyer qui nous présente s'obstinant à vouloir faire ce métier comme avant. On ne veut pas être passéistes, mais on veut être autre chose que ce que ces chaînes nous proposent. On veut une autre modernité que celle qu'elles sont en train d'imposer et qui n'est ni la plus intéressante, ni la plus riche, ni la plus porteuse de progrès. Malheureusement, le pouvoir qu'elles ont sur le milieu du livre rend la recherche de cette autre voie très difficile. Par exemple, comme libraire, je suis tenu d'acheter mes livres chez un fournisseur également propriétaire d'une chaîne de librairies concurrentes. Les librairies indépendantes risquent de devenir de plus en plus fragiles face à ces réseaux de plus en plus forts. Sommes-nous dès lors dans un libre marché ? On tombe dans une situation complètement loufoque, avec pour résultat concret qu'il me devient difficile d'obtenir certains ouvrages. Si mon fournisseur décide de ne pas tenir tel titre de tel éditeur parce que ce n'est pas rentable pour lui, il ne l'inscrit même pas à son catalogue.

Ensuite, lorsqu'un de mes clients le désire, cela devient la croix et la bannière, parce qu'on me dit que ce titre n'existe pas. Or, il existe ! Il faut alors pratiquement faire le travail à leur place, leur dire « mais oui, regardez dans le catalogue de l'éditeur » et on perd donc un temps fou à se démener pour une seule vente. Ce qui est dramatique, c'est qu'on persiste à présenter le tout comme un marché dont on conserve la liberté, alors que ce n'est pas le cas. Quant à savoir ce que les librairies indépendantes peuvent y faire, c'est simple, elles pourront faire ce que ces gens-là leur laisseront le pouvoir de faire. Le jeu est dès lors truqué.